

EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE
DEPARTMENT OF HISTORY AND CIVILIZATION

"Work and Family in Pre-Industrial Europe"

Project directed by Professors
Carlo PONI and Stuart J. WOOLF

Project Paper No. 5

E U I WORKING PAPER NO.85/135

SOLITUDE FEMININE ET TRAVAIL
DES FEMMES A PARIS A LA FIN
DU XVIIIEME SIECLE



Sabine JURATIC

BADIA FIESOLANA SAN DOMENICO (FI)

This paper should not be reproduced in whole or in part
without prior permission of the author.



(C) Sabine Juratic

Printed in Italy in November 1985

European University Institute

Badia Fiesolana

I - 50016 San Domenico (FI)

SOLITUDE FEMININE ET TRAVAIL DES FEMMES A PARIS

A LA FIN DU XVIIIEME SIECLE

A Paris, à la fin du XVIIIème siècle, l'état de "femme seule" - compris dans son sens juridique, c'est à dire non mariée - est assez largement répandu. Il touche en effet au moins trois catégories de femmes: les veuves, les "jeunes filles" et les femmes qui restent célibataires toute leur vie. Les filles à marier sont d'autant plus nombreuses que l'âge au mariage est tardif et que la capitale est un pôle d'immigration exerçant son attraction particulièrement sur de jeunes gens. Quant aux "vieilles filles", elles aussi semblent fréquemment se fixer en ville: à Paris, en 1791, le taux de célibat définitif évalué à partir des décès de femmes célibataires se situe entre 16 et 18%, soit un niveau nettement supérieur à celui observé dans l'ensemble du pays.¹

Il ne sera ici question que d'une frange restreinte de la population féminine: celle des classes inférieures du peuple parisien, en incluant approximativement dans ce groupe le salariat, la domesticité et les métiers indépendants non organisés en corporation. Le fait d'être seule, dans la mesure où il contraint les femmes issues de ce milieu à subsister par leurs propres moyens, renvoie à la question du travail des femmes. Dans la perspective d'une approche des stratégies de subsistance, deux aspects principaux nécessitent, me semble-t-il, d'être éclaircis:

- celui de l'évaluation des "chances" pour une femme de vivre du produit de son travail. Ces chances étant subordonnées entre autres à l'état du marché de l'emploi et au niveau de rémunération des tâches.
- celui des stratégies complémentaires ou de repli auxquelles peuvent avoir recours les femmes pour maintenir leur précaire

équilibre vital, lorsque leur seul travail ne parvient pas à l'assurer.

Autour de ces deux axes, et pour une période limitée à la fin du XVIIIème siècle, il ne s'agit pour l'instant que de procéder à un premier repérage de quelques-uns des problèmes que peuvent rencontrer les femmes confrontées à la double nécessité de vivre en ville, et de le faire seules.

TRAVAILLER POUR SUBSISTER, UNE NECESSITE PARTAGEE

La participation des femmes du peuple au monde du travail à Paris à la fin du XVIIIème siècle est largement attestée. Rappelons simplement ici quelques résultats, en faisant abstraction pour l'instant de la question de savoir si la femme qui déclare une appartenance professionnelle exerce effectivement un métier, et en permanence.

Parmi les femmes arrêtées par la maréchaussée dans les environs de Paris de 1750 à 1790², soit plus de 1600 femmes, 92% justifient d'une profession. A la même époque, 34 des 36 voleuses d'aliments confrontées à la justice parisienne et étudiées par A. Farge³, font état d'une activité. Enfin, plus de 75% des filles mères qui viennent déclarer leur grossesse devant les commissaires de police au Châtelet (étude par sondage sur un échantillon d'environ 200 femmes pendant les années 1769-1790) se réclament aussi d'une profession.⁴

On pourrait objecter que la nature des sources utilisées introduit un biais dans ces résultats dans la mesure où les femmes peuvent être amenées à faire état d'une profession pour échapper à la rigueur d'une répression particulièrement sévère à l'encontre des gens sans aveu et sans qualité. Mais si l'on se réfère à un autre type de document qui ne présente pas le même inconvénient, les registres d'entrée à l'Hôtel-Dieu en 1791, la représentation des femmes actives se maintient dans les mêmes proportions: 77% pour un total d'un peu plus de 950 femmes enregistrées.⁵

Les registres de l'Hôtel-Dieu, dans la mesure où ils fournissent des indications précises sur l'âge, le statut matrimonial et l'origine géographique des entrants, permettent aussi d'apprécier les variations de l'activité en fonction de ces trois paramètres

Tableau 1

Femmes actives entrées à l'Hôtel Dieu en novembre et décembre 1791

Taux d'activité selon l'âge, l'origine géographique et
le statut matrimonial

	Filles	Mariées	Veuves	Total
moins de 25 ans	194 89%	18 78%	1	213 88%
dont parisiennes de naissance	58 89%	7 70%		65 87%
25 - 44	156 90%	130 74%	39 87%	325 83%
dont parisiennes	29 88%	50 85%	10 83%	89 86%
45 - 64	28 74%	47 54%	76 76%	151 67%
dont parisiennes	5 56%	15 56%	25 74%	45 64%
plus de 65 ans	11 61%	12 57%	33 49%	55 52%
dont parisiennes	1	1	8	10 48%
Total actives	389 87%	207 67%	149 70%	744 77%
dont parisiennes	93 86%	73 75%	43 68%	209 77%

Les pourcentages indiquent respectivement :

- la proportion des femmes actives de chaque groupe d'âge dans l'ensemble des femmes du groupe d'âge entrées à l'Hôtel Dieu.
- la proportion des femmes actives parisiennes de naissance (pour chaque groupe d'âge) par rapport au total des parisiennes de naissance entrées à l'Hôtel Dieu.

(Cf. tableau 1). Au-delà des différences relativement attendues qui apparaissent: plus forte participation des filles et des veuves, ralentissement de l'activité après 45 ans, le trait peut-être le plus caractéristique et le plus surprenant est la faible amplitude de ces différences de comportement. L'activité des femmes se maintient en effet à un haut niveau aux âges élevés (plus de 50% déclarent encore une profession au-delà de 65 ans) et la proportion de travailleuses parmi les femmes mariées n'est en fait que légèrement inférieure à la moyenne. Enfin, d'après les données de l'échantillon qu'il faudrait élargir pour confirmer la tendance, il n'apparaît pas de différence d'attitude sensible entre parisiennes de naissance et immigrées, sauf dans le cas des femmes mariées plus souvent actives lorsqu'elles sont parisiennes de naissance. Ce qui pourrait laisser supposer que le travail des femmes mariées ne remplit pas tout-à-fait la même fonction que celui des autres femmes et ne s'exerce peut-être pas selon les mêmes modalités.

Il paraît difficile d'évaluer globalement la proportion de femmes dans la population active à Paris au XVIIIème siècle. Les sources que j'ai utilisées indiquent seulement l'importance des femmes concernées par le travail dans un groupe de population bien délimité: celui des couches inférieures du peuple parisien. On peut penser pourtant que la pression sur le marché du travail féminin a augmenté au cours du siècle. C'est ce que suggère en tout cas la mention spéciale accordée au problème du travail des femmes dans le préambule de l'Edit du Roi de 1776, supprimant les corporations

"Nous voulons abroger ces institutions arbitraires qui ne permettent pas à l'indigent de vivre de son travail, qui repoussent un sexe à qui sa foiblesse a donné plus de besoins et moins de ressources et semblent, en les condamnant à une misère inévitable, seconder la séduction et la débauche".⁶

Le fait qu'un texte de cette portée puisse mettre en avant la question du travail des femmes comme l'un des arguments justifiant l'introduction d'une réforme radicale de l'organisation de la production économique urbaine me paraît susceptible de traduire au moins deux phénomènes. Il pourrait indiquer d'abord que la question de l'insertion des femmes par le travail est suffisamment ressentie comme un problème par les contemporains pour que son évocation contribue à faire naître un jugement favorable à la nouvelle loi. Mais au-delà, il témoigne peut-être aussi de la réalité de la croissance du nombre des femmes effectivement touchées par la nécessité de travailler. Cet accroissement peut résulter sans doute en partie du développement de la pratique du mariage tardif (l'âge au mariage féminin, impossible à déterminer à Paris du fait de l'absence de sources d'état civil, est compris entre 27 et 28 ans dans d'autres grandes villes comme Lyon, Reims, Caen ou Nantes⁷), et de l'intensité du phénomène migratoire (à Paris, à la veille de la Révolution, la population se compose selon les quartiers de 60 à 80% d'immigrants⁸). Mais il faudrait aussi resituer cette pression accrue sur le marché du travail féminin dans la perspective de la dégradation de l'équilibre revenus/coût de la vie survenue au cours du XVIIIème siècle et qui affecte la majeure partie du peuple parisien. S'appuyant sur la comparaison des niveaux de "fortunes" populaires, D. Roche a en effet montré que, du début à la fin du siècle, "l'appauvrissement massif du plus grand nombre" était "incontestable, chez les domestiques comme dans les classes inférieures".⁹ Une éventuelle "mise au travail" des femmes, y compris des femmes mariées--hypothèse qui reste à démontrer--, pourrait alors représenter une forme de réponse populaire au problème des subsistances.

Pour l'instant, contentons-nous de constater la forte participation des femmes au monde du travail à la fin du siècle et le fait qu'elle semble avoir suscité des difficultés.

VIVRE DE SON TRAVAIL

La faculté de subsister dépend en premier lieu de la possibilité pour les femmes de trouver des emplois. Cette condition préalable ne semble pas, à la fin du XVIII^e siècle, toujours aller de soi. Le problème préoccupait d'ailleurs le gouvernement qui avait exprimé, lors de la publication de l'Edit Royal réformant les corporations en février 1776,¹⁰ son désir de favoriser l'accès des femmes au monde du travail. Et bien que l'édit lui-même ait été un échec, cette volonté s'était en partie matérialisée par un assouplissement des règles communautaires autorisant entre autres l'ouverture de toutes les corporations aux femmes et libérant plusieurs métiers féminins comme celui des bouquetières (édit d'août 1776). Il semble pourtant que dans la réalité ces dispositions n'aient été suivies que d'effets limités, le problème des débouchés offerts aux femmes n'ayant pas cessé d'être à l'ordre du jour à la fin du siècle, comme en témoignent certaines des nombreuses brochures publiées au début de la Révolution.

Ainsi, la Motion de la pauvre Javotte, texte anonyme d'inspiration contre-révolutionnaire paru en 1790 et probablement rédigé par un homme,¹¹ ne se prive pas, pour étayer sa dénonciation du nouveau régime, de mettre en scène les difficultés rencontrées par les femmes à la recherche d'un emploi:

"Mon père, mon oncle et mes frères allèrent demander du travail; ils l'obtinent avec bien de la peine. Ma mère, ma soeur et moi, nous en demandons aussi; on nous dit qu'il n'y en avoit point pour les femmes. Il n'y a donc pas des femmes pauvres dans cette ville demandai-je? Il n'y a que cela, répondirent mille voix autour de moi."¹²

Il n'est d'ailleurs pas impossible que, sous l'effet de la crise, la loi de 1776 ait abouti à des résultats inverses de ceux qui

étaient escomptés. A la fin du siècle, il est en tout cas fréquent de voir dénoncée la main-mise des hommes sur des métiers considérés comme plus spécifiquement "féminins". La Pétition des femmes du Tiers Etat au Roi (1789) demande par exemple:

"Que les hommes ne puissent, sous aucun prétexte, exercer les métiers qui sont l'apanage des femmes, soit couturière, brodeuse, marchande de modes, etc., etc., que l'on nous laisse au moins l'aiguille et le fuseau, nous nous engageons à ne manier jamais le compas ni l'équerre."¹³

Cette dénonciation de la concurrence des hommes dans le domaine du travail féminin traduit, on le voit, deux tendances contradictoires. En prenant pour cible les corporations masculines traditionnelles que sont les tailleurs ou les brodeurs par exemple, elle peut apparaître comme la condamnation d'un archaïsme. Mais en affirmant l'existence d'un type de travail réservé aux femmes, elle aboutit à une reconnaissance tacite de la faible diversité des emplois susceptibles d'être offerts aux femmes.

Secteurs d'activité

La confrontation de plusieurs distributions des professions féminines par secteurs d'activité (cf. tableau 2), distributions établies à partir des résultats de différentes enquêtes, permet, en délimitant grossièrement les principales branches d'emplois féminins, de mettre en évidence et de préciser leur faible diversification.

Le premier débouché pour les femmes est le secteur du textile: tous les métiers liés à la fabrication, à la transformation et au commerce de l'étoffe. Il occupe, selon le type d'enquête, de 30 à 45% des femmes du peuple. Si l'on y ajoute les métiers du blanchissage, c'est plus de la moitié des femmes actives qui sont concernées, et ce, semble-t-il, quel que soit leur statut matrimonial, au

Tableau 2

Quelques exemples de distributions par secteurs d'activité

	Femmes arrêtées aux environs de Paris (1) 1750-1790	Prosti- tuées 1791 (2)	Prosti- tuées 1793-94 (3)	Femmes en- trées Hôtel-Dieu 1791 (4)
Etoffe et vêtement fabrication transformation commerce	27,7 %	31 %	61,3 %	43,3 %
Blanchissage	9,9 %	13 %		10,8 %
Artisanat spécialisé autre que textile + ouvrière (sans qual.)	3,1 %	3,3 %	3,2 %	9,2 %
Commerce alimentation	14,1 %	17 %	19,7 % *)	12,1 %
Domesticité	11,9 %	4,3 %	9 %	20,1 %
Activités non spécialisées + act. rurales	23,9 %	1 %	4,4 %	4,6 %
Divers	9,4 %	30 % **)		
Nombre d'obser- vations	1534	140	1011	744

(*) compris petits métiers (**) regroupe les "filles publiques"

(1) Danièle Lefebvre-Weisz, Comment le vice vient aux ribaudes, analyse de la délinquance féminine dans les environs de Paris de 1750 à 1790 - Thèse de doctorat de 3ème cycle - Paris I 1979.

(2) et (4) Dépouillements personnels.

(3) Roselyne Gasco, La Salpêtrière 1789-1794, D.E.S. Lettres, Paris, 1963.

moins si l'on se fonde sur les données de l'Hôtel Dieu en 1791: filles, mariées et veuves sont en effet représentées dans les mêmes proportions dans ce secteur.

La domesticité et les petits métiers du commerce et de l'alimentation se partagent en second lieu l'essentiel de l'activité féminine, dans des proportions qu'il conviendrait de préciser. En effet, alors que les domestiques apparaissent assez faiblement représentées dans la population "criminelle" ici prise en compte (qu'il s'agisse des femmes arrêtées aux environs de Paris ou des prostituées parisiennes), leur proportion à l'entrée à l'Hôtel Dieu est beaucoup plus élevée (20%). Dans ce dernier cas l'on peut craindre pourtant que la source ne surévalue l'importance des domestiques car l'Hôtel Dieu comporte une maternité, destinée en principe à accueillir de pauvres femmes, mais qui abrite aussi bon nombre de filles mères venues cacher leur accouchement à l'hôpital; et il est bien connu que les domestiques sont sur-représentées parmi elles (60% des femmes ayant une activité professionnelle et déclarant une grossesse à Paris entre 1760 et 1790 sont domestiques).¹⁴

A partir de ces différents résultats d'enquêtes, la représentation réelle des domestiques dans la population féminine active paraît donc difficile à apprécier. Néanmoins, dans la mesure où l'abbé Expilly a pu évaluer à près de 20.000 le nombre des femmes domestiques à Paris en 1764,¹⁵ on peut considérer qu'une proportion de 10% de domestiques parmi les femmes actives à la fin du siècle est le seuil minimum qui puisse être retenu: une telle estimation combinée à l'évaluation d'Expilly aboutirait en effet à une population active féminine de 200.000 personnes pour une population parisienne totale évaluée par le même auteur à environ 600.000 individus à la même époque.¹⁶ Occupant donc entre 10 et 20% des femmes qui travaillent à Paris, la domesticité apparaît bien comme l'un des pôles de l'activité féminine, d'autant plus qu'elle recrute de préférence un type de femmes très caractérisé: les provinciales, jeunes et célibataires.¹⁷

En ce qui concerne le secteur du petit commerce et de l'alimentation, qui regroupe marchandes de rue, revendeuses et autres petits métiers liés au développement de la consommation urbaine, les données sont plus homogènes (12 à 20% des femmes actives selon l'enquête). Cette branche d'activité constitue donc un débouché important, à forte représentation féminine, et qui présente comme caractéristique supplémentaire de concerner plus que la moyenne des parisiennes d'origine et des femmes mariées.¹⁸

L'artisanat spécialisé non lié au textile rassemble les polisseuses, brunisseuses, enlumineuses, peintresses, éventailistes, etc. . . , auxquelles ont été ajoutées par commodité les "ouvrières" dont on ignore la qualification précise. Ces femmes, travaillant soit pour les manufactures soit pour l'artisanat de luxe, ne sont qu'une minorité dans l'ensemble des femmes actives. Mais, comme celle des domestiques, cette catégorie est plus représentée à l'Hôtel Dieu que parmi les femmes qui ont eu affaire à la police. Doit-on en conclure que, grâce à leur qualification, ces femmes sont mieux insérées dans le tissu social urbain que d'autres groupes professionnels? Il semblerait en tout cas, du moins à l'entrée à l'Hôtel Dieu en 1791, que ce type de travail soit exercé par des parisiennes d'origine beaucoup plus souvent que les autres activités.¹⁹

Quant aux tâches non spécialisées (celles des journalières, porteuces d'eau, gagne-deniers, . . .), elles sont d'importance marginale, excepté dans les environs ruraux de Paris. En 1791, à l'Hôtel Dieu, il semble que ce genre de professions soit davantage le fait de veuves, mais l'échantillon est ici très limité (une trentaine de cas seulement).

Cadres d'exercice et niveaux de rémunération

Le regroupement des emplois par secteurs d'activité masque des différences relatives aux modalités réelles d'exercice du travail. A la

fin du XVIIIème siècle à Paris, on peut considérer qu'au moins quatre grands types d'organisation du travail coexistent:

- la domesticité
- le système corporatif et à Paris, après la réforme de 1776, surtout les trois principales corporations féminines de tradition: couturières, marchandes de modes et lingères.²⁰
- les manufactures, essentiellement les manufactures textiles, pour lesquelles les femmes peuvent travailler soit à domicile, soit dans l'enceinte même de la fabrique.
- le travail "libre" qui regroupe à la fois des salariées à la tâche ou à la journée comme les blanchisseuses ou les journalières et des commerçantes.

Une seconde distribution de la main d'oeuvre féminine s'effectue donc entre ces différentes catégories. Elle est plus difficile à percevoir, d'autant que les frontières entre types de travail ne sont pas toujours clairement définies. On sait cependant que les femmes sont fortement représentées dans les manufactures textiles: en novembre 1790 par exemple, Bacot, fabricant de couvertures au faubourg Saint Marcel emploie 137 femmes et seulement 107 hommes. A la même époque, chez les Srs Aubertin, fabricants de plumes et fleurs rue Saint Denis, les femmes représentent aussi "plus de la moitié des travailleurs".²¹ On sait également que la participation des femmes à la domesticité s'accroît au cours du siècle, parallèlement à l'extension du phénomène: de plus en plus de familles ont des domestiques, et les familles les moins riches emploient des femmes.²² Dans le cadre de la domesticité comme dans celui des manufactures, la participation des femmes est à mettre en relation avec les niveaux de qualification et de rémunération. Dans ces domaines où elles sont en "concurrence" avec les hommes, les femmes occupent souvent les postes les moins qualifiés et toujours les plus mal rémunérés.

On possède d'ailleurs quelques indications sur le niveau des salaires féminins, à la fin du siècle, dans les manufactures et au sein des corporations, ainsi que des repères sur le montant des gages domestiques. Il est plus difficile d'apprécier la rémunération des petits métiers du commerce dont on ne peut avoir idée qu'à partir de renseignements indirects. Rappelons aussi au préalable qu'on estime généralement qu'un salaire quotidien minimum de 20 à 25 sols (ce qui correspond approximativement au salaire d'un manoeuvre du bâtiment) est à cette époque nécessaire à un ouvrier pour vivre décemment. D'après les données que nous connaissons pour le dernier tiers du XVIIIème siècle, la plupart des salaires féminins, quel que soit le cadre dans lequel ils sont perçus, sont inférieurs à ce seuil de survie.²³

Dans les manufactures du faubourg Saint Marcel par exemple, les femmes touchent des salaires compris entre 6 et 20 sols par jour et, comme il a déjà été indiqué, leurs salaires sont toujours inférieurs à ceux des hommes. Ainsi chez Bacot, le fabricant de couvertures: 14 sols pour les femmes, 30 sols pour les hommes en 1790.²⁴ A la manufacture royale de draperie fondée en 1691 par François de Julienne rue des Gobelins, les salaires féminins sont un peu plus élevés (20 sols), mais ce sont les plus bas salaires de toute la manufacture.²⁵ Un dernier exemple est assez significatif. En 1790 sont ouverts des ateliers de filature pour procurer du travail aux chômeurs qui sont alors payés de 6 à 8 sous par jour et ont droit en plus à un repas. Ces conditions, pourtant peu enviables semble-t-il, provoquent des plaintes des couverturières du quartier, dont se fait l'écho le secrétaire de la section du Jardin des plantes: celles-ci déplorent, dit-il, "que l'on paie la filature de coton 1 sol de plus dans les ateliers que dans les manufactures, indépendamment des outils qu'on leur fournit et de la soupe qu'on leur donne, ce qui occasionne une désertation dans les manufactures".²⁶ Les manufactures textiles ap-

paraissent donc comme le niveau inférieur de la rémunération ouvrière féminine: c'est peut-être ce qui explique que sur 42 fileuses entrées à l'Hôtel Dieu en novembre et décembre 1791, pas une ne soit parisienne d'origine. Du travail d'immigrée, en quelque sorte.

Dans le cadre des corporations, des salaires plus élevés sont attestés, surtout peut-être lorsque les femmes travaillent dans des corporations majoritairement masculines. Ainsi par exemple, les relieuses sont payées 30 sols par jour en 1790.²⁷ Le cas des ouvrières bouquetières est plus litigieux. Dans un cahier de doléances qu'elles publient au moment de la Révolution, les anciennes maîtresses bouquetières réclament en effet le rétablissement de leur corporation (supprimée en 1776) en mettant en avant le haut niveau de salaire qu'elles assuraient à leurs ouvrières:

"Depuis la liberté de cette branche de commerce, les suppliantes voient avec douleur ces mères de famille qu'elles soutenaient en leur payant trente sols par jour et la nourriture; aux basses fêtes, quatre livres dix sols pour deux jours et demi et aux hautes fêtes, à raison de neuf livres aussi pour deux jours et demi; ce qui les mettait à portée de pouvoir élever leur petite famille."²⁸

Mais, outre le fait qu'on ignore s'il y avait du travail en dehors des périodes de fête, la fonction apologétique du témoignage le rend assez sujet à caution.

Dans la corporation des couturières, la plus importante en nombre des corporations féminines, les salaires semblent s'établir à un niveau inférieur et même nettement inférieur au seuil des 25 sols, mais le niveau moyen recouvre des situations différentes:

- celle des ouvrières payées à l'année souvent logées par la maîtresse: le salaire moyen semble s'établir autour de 100 livres par an, soit un salaire quotidien de 8 sols par jour pour 250 jours de

travail par an

- celle des ouvrières payées à la journée. Il semble que dans ce cas l'on trouve des salaires de l'ordre de 12 sols par jour dans les années 1770, comme l'observait d'ailleurs Retif de la Bretonne dans Les contemporaines: "les couturières ne paient que 10 à 12 sous par jour leurs ouvrières".²⁹

Aucune commune mesure donc entre ces deux situations, celle d'une ouvrière payée à l'année, logée et nourrie et celle d'une couturière soumise aux aléas du marché, dont les revenus ne paraissent pas pouvoir lui permettre de vivre.

L'enquête serait à affiner et à étendre aux autres corporations féminines. Mais à travers l'exemple des couturières se profile déjà le fait que ce n'est pas tant un haut niveau de rémunération que peuvent trouver les femmes qui travaillent dans le cadre des corporations, qu'un arrière-plan matériel relativement sécurisant.

Envisagé comme un travail semi-domestique, le sort des ouvrières logées chez leur maîtresse se rapproche de celui des domestiques. L'échelle des gages est pourtant certainement beaucoup plus étendue que celle des salaires ouvriers et le facteur déterminant tient peut-être plus à la fortune de l'employeur qu'à la position dans la hiérarchie de la domesticité.³⁰ Dans la perspective qui nous intéresse c'est le niveau minimal qui est à prendre ici en compte. D'après quelques indications, il devrait s'établir entre 35 et 40 livres par an à la fin du siècle. Pour les domestiques arrêtées dans les environs de Paris entre 1750 et 1790, les gages varient en effet entre 29 et 40 livres par an (soit 2 à 3 sols par jour). Et les filles domestiques employées à l'Hôtel Dieu ne sont guère mieux loties: en 1785, elles touchent 36 livres par an (soit 3 sols par jour).³¹

Dans le cas des métiers libres, les indications sont beaucoup plus rares. Pour les blanchisseuses, H. Burstin mentionne un salaire

de 20 sols par jour en 1789 au faubourg Saint Marcel.³² En ce qui concerne les marchandes ambulantes et les revendeuses, il est difficile de savoir s'il faut toujours suivre Rétif de la Bretonne qui leur consacre plusieurs nouvelles des Contemporaines et les situe dans "les plus basses professions de Paris".³³ Dans la mesure où, comme on l'a vu précédemment, les femmes mariées sont nombreuses à exercer ce genre d'activité, peut-être faut-il la considérer plutôt comme une activité d'appoint, susceptible d'apporter un complément aux revenus insuffisants du mari.³⁴

A partir de ces différents résultats, il faut se garder de la tentation de généraliser à toutes les femmes qui travaillent les plus faibles niveaux de rémunération. Certaines ouvrières en mode ou en linge par exemple, et surtout certaines domestiques, laissent à leur décès une fortune assez confortable. Parmi les premières, citons le cas de Marie Jeanne de la Boissière, fille majeure ouvrière en linge, décédée à près de 80 ans en 1789, qui dispose alors de 725 livres de rentes annuelles et de biens évalués à 1150 livres.³⁵ Du côté des domestiques, Cécile Maillier par exemple laisse à sa mort une masse successorale de près de 4.500 livres.³⁶

MOYENS ALTERNATIFS DE SUBSISTANCE

Si, à la fin du XVIII^{ème} siècle, menace du sous-emploi et faible niveau de rémunération semblent être le lot commun à toute une frange de la population féminine active, les conséquences de cette situation n'affectent pourtant pas avec la même gravité toutes les femmes. On peut penser que celles qui doivent subvenir seules à leurs besoins, ou, pire, aux besoins d'une famille, sont les plus vulnérables. Le veuvage renvoie d'ailleurs souvent les femmes vers la misère. De nombreuses veuves viennent ainsi échouer au dépôt de mendicité de Saint Denis, destiné à la fois à enfermer les mendiants et à recueillir les indigents: entre 1768 et 1792, près de 1900 femmes y meurent; parmi elles, plus de la moitié sont veuves (à titre de comparaison, à l'Hôtel Dieu qui accueille pourtant principalement des gens du peuple, les décès de veuves ne représentent que 30% des décès de femmes adultes).³⁷

Les ressources du quotidien

Rendre compte des pratiques féminines dans ce domaine supposerait pouvoir reconstituer des itinéraires individuels. Il est vraisemblable par exemple que mobilités professionnelle et géographique jouent un rôle important dans les comportements de subsistance. Mais elles ne peuvent être perçues que si l'on parvient à reconstituer les principales étapes de la vie, ce qui dans le cas des femmes, et des femmes du peuple en particulier, est une entreprise presque impossible à réaliser. Il ne sera donc question ici que de quelques-unes des attitudes mises en oeuvre à la fin du siècle par certaines femmes pour faire face à l'adversité.

Dans la mesure où le service domestique s'accompagne le plus souvent du logement et de la nourriture, il peut apparaître comme une garan-

tie contre les aléas de la vie et les dangers de la ville. C'est sans doute l'un des modes d'intégration les plus répandus pour les jeunes filles fraîchement débarquées à Paris, et peut-être un recours pour les veuves en situation difficile et les femmes de métier sans ouvrage. D'autant plus que l'état domestique s'accompagne souvent de contreparties matérielles appréciables: redistribution vestimentaire, droit d'usage de logements, etc. . . Au-delà de la domesticité, ce type de relations de dépendance matérielle paraît aussi largement répandu dans le monde de l'artisanat et du commerce: filles de boutique et ouvrières logées chez leur maîtresse, situation assez fréquente semble-t-il chez les marchandes de mode ou chez les couturières.³⁸ Ce modèle de relations s'enracine dans les pratiques des corporations. Ne se rencontrerait-il pas plus fréquemment dans les corporations féminines? C'est l'une des questions que l'on aimerait pouvoir élucider. Il faudrait aussi s'interroger sur la persistance au XIXème siècle--et les modifications éventuelles--de ce type de rapports de travail dans des structures différentes, comme les grands magasins par exemple qui souvent logent et nourrissent les vendeuses qu'ils emploient.³⁹

Le cumul et la diversification des revenus (couturière et vendeuse, garde-malade et marchande de rue, couturière et domestique, pour ne citer que quelques-unes des combinaisons possibles) peuvent aussi parfois permettre de résoudre les difficultés. Un exemple: Anne Fassinet, employée comme femme de ménage chez un bourgeois de Paris, dispose en contrepartie de la nourriture et du logement et du droit de travailler de son métier de couturière à l'extérieur.⁴⁰ Signalons aussi l'importance de la sous-location comme revenu d'appoint. Parmi les femmes seules, ce sont surtout les veuves qui sont concernées: pratiquement la moitié des femmes enregistrées comme logeuses en 1767 (avec d'autres personnes exerçant des métiers indépendants) sont veuves.⁴¹

Enfin, c'est sans doute souvent grâce à un arrière-plan de relations de solidarité que peuvent être surmontés les problèmes et affermies les situations précaires. Le premier style d'association est évidemment le mariage. Il serait intéressant de pouvoir apprécier si, déjà à l'époque, les classes inférieures de la population parisienne adoptent, comme ce sera le cas au XIX^e siècle,⁴² un comportement plus matrimonial que l'ensemble de la population. Mais pour le XVIII^e siècle, la question est malheureusement impossible à résoudre du fait de l'absence de sources statistiques et de la disparition de la majeure partie des documents d'état civil. On possède en revanche quelques indications sur le développement du concubinage. Parmi les femmes arrêtées dans les environs de Paris entre 1750 et 1790, 10% des filles et 8% des veuves sont dans cette situation.⁴³ Et parmi les filles publiques arrêtées à Paris en 1791, ce pourcentage s'élève à 20%. Il est vrai que dans ce cas l'association avec un homme entraîne plutôt vers le déclassement: les liaisons sont pour la plupart précaires et les compagnons appartiennent en général à une population marginale.⁴⁴ Pour les filles et les veuves, les associations "honnêtes" de solidarité passent plus souvent par des relations familiales et fréquemment féminines. Mère et fille, soeurs, tante et nièce, ou simplement compagnes de travail, s'associent pour partager un logement et se soutenir mutuellement. Marie Labadie, par exemple, ouvrière en couture, partage une chambre avec sa vieille tante, ancienne couturière.⁴⁵ Autre exemple, celui de Catherine Louise Costère, gagne-denier (petit métier d'intermédiaire pour le transport des denrées et autres tâches non qualifiées) à la halle, qui meurt à 61 ans dans la chambre qu'elle partage depuis 5 ans avec une autre femme, faiseuse de ménages. Elles sous-louent d'ailleurs cette chambre à une veuve, marchande de marée.⁴⁶ Les relations de simple voisinage enfin apparaissent très souvent en toile de fond dans les archives de police. On peut en mesurer l'importance à tra-

vers les testaments des femmes malades à l'Hôtel Dieu. Anne Laurent par exemple, fille blanchisseuse originaire de Lorraine, lègue tous ses meubles à la fille d'un des locataires de la maison où elle demeurerait "pour les bons services qu'elle en a reçu dans sa maladie pendant l'espace de huit mois".⁴⁷

La tentation de la prostitution

Expédients quotidiens, solutions réinventées au jour le jour n'aboutissent qu'à un équilibre fragile que tout accident peut remettre en cause, ouvrant alors la voie à la misère et, avec elle, aux menaces de déchéance: mendicité, vol, prostitution. L'ampleur de ce dernier phénomène devient d'ailleurs un thème de prédilection sous la plume des observateurs contemporains à partir des années 1760-1770. En 1769, Rétif de la Bretonne publie un ouvrage entièrement consacré à ce problème, Le Pornographe.⁴⁸ Mercier dans les Tableaux de Paris (1783), avance le chiffre de 20.000 et même 30.000 prostituées à Paris,⁴⁹ évaluations que reprennent certains cahiers publiés au début de la Révolution, comme celui de Melle Jodin estimant, en 1790, que "l'on compte à Paris trente mille filles vulgivagues".⁵⁰

A l'époque pourtant le régime légal de la prostitution est en principe prohibitif. Mais dans la réalité, il s'apparente plutôt à une sorte de tolérance de fait, bien qu'une répression soit exercée malgré tout, principalement contre les femmes qui pratiquent la prostitution dans la rue et pour leur propre compte. Les lieux de débauche notoires et autres maisons de prostitution sont en revanche très rarement visés.

Les femmes arrêtées, souvent sous le prétexte d'un autre délit (tapage, scandale public, vol) ou pour avoir "raccrocher" des clients dans la rue, sont conduites en prison (à Saint Martin avant 1785, à

la petite Force ensuite). Une procédure expéditive (jugement du lieutenant de police, puis, après la Révolution, du tribunal de police) décide de leur élargissement ou de leur maintien en prison. Dans ce dernier cas, elles risquent le plus souvent des peines de trois à six mois d'emprisonnement à la Salpêtrière.⁵¹

Le nombre de ces arrestations, ses variations dans le temps, pourraient apporter des informations sur le développement de la prostitution au cours du siècle et sur ses liens avec la conjoncture économique. Dans ce domaine, il faut attendre les résultats de la thèse que Maria-Erica Benabou a entrepris sur le sujet. Disons seulement qu'il est difficile de conclure à partir des quelques données inédites qu'elle a eu l'obligeance de me fournir. Pendant chacune des années de référence retenues (1765, 1770, 1787 et 1791), le nombre des arrestations varie peu en valeur absolue et oscille entre 600 et 700 par an, excepté pendant l'année 1770 où il dépasse 750. Ces résultats suggèrent deux types d'analyses un peu divergentes. On pourrait d'abord penser que la relative homogénéité des chiffres témoigne peut-être davantage de la stabilité de la capacité répressive de la police que de la diffusion réelle de la prostitution, ce qui limiterait sérieusement les possibilités d'interprétation. Mais, d'un autre côté, il faut noter que la fréquence élevée des arrestations observée en 1770 coïncide avec une année de crise, marquée aussi, par exemple, par une forte progression du nombre des petits délinquants accusés de vol d'aliments.⁵²

Une indication isolée comme celle-ci est évidemment trop fragile pour être généralisée. Elle s'accorde cependant avec le sentiment d'une partie des contemporains qui voient essentiellement dans le recours à la prostitution une forme de réponse à la "misère du temps". "Veut-on forcer les femmes que le sort priva de tout à voir dans la corruption des moeurs l'unique ressource qu'on lui laisse?", s'indigne l'auteur

de la Motion de la pauvre Javotte.⁵³ La prostitution, "fléau tenant de bien près à la mendicité", selon J. Peuchet, auteur d'une brochure parue à l'occasion des Etats Généraux en 1789,⁵⁴ serait le fait de filles "plus affamées que libertines",⁵⁵ ou, en d'autres termes, qui auraient "choisi entre le crime heureux et la vertu indigente".⁵⁶ Cet enracinement social de la prostitution était même déjà le principal motif invoqué, on l'a vu, par le préambule de l'Edit royal de février 1776 pour justifier la nécessité d'ouvrir le marché du travail aux femmes. Signalons aussi l'évolution des orientations de la charité dans ce domaine. Si, à la fin du XVII^e siècle, l'aide aux prostituées s'efforçait essentiellement de leur donner les moyens de se repentir grâce à la fondation de maisons de refuge comme celle du Bon Pasteur, à la fin du XVIII^e siècle l'initiative charitable s'est laïcisée et vise plutôt à prévenir le mal. Ainsi, la Société philanthropique, fondée en 1780 à Paris, s'attache surtout, à en croire un de ses adhérents,⁵⁷ "à placer ou à aider des domestiques sans condition ou à entretenir des demoiselles chez des marchandes de mode".

Fragilité de l'emploi ou insuffisance des revenus du travail sont également très souvent mises en cause par les femmes publiques elles-mêmes lorsqu'elles ont affaire à la police. La plupart d'entre elles s'identifient d'ailleurs spontanément par une appartenance professionnelle. Ainsi, en 1790-91, sur un échantillon de 150 femmes interrogées par trois des commissaires de police des sections parisiennes, 30% seulement ne justifient que de l'état de fille publique alors que les autres font pratiquement toutes référence à un métier. Parmi celles-ci, plusieurs ajoutent à titre de justification et de leur propre initiative en général, soit qu'elles sont sans travail et contraintes à "raccrocher" dans la rue, soit qu'elles mènent de front leur profession et l'exercice de la prostitution. Au-delà de ces

protestations de bonnes intentions et de l'inévitable mise en scène que provoque la comparution devant le commissaire, il est difficile de démêler le rôle que peut effectivement jouer la prostitution pour ces femmes: activité à part entière ou solution occasionnelle? Il est vrai que l'on doit mieux vivre, à l'échelle du quotidien, du trafic de ses charmes que de son travail, puisque le gain moyen par "rencontre" semble s'établir autour de 25 sols (soit un salaire masculin journalier moyen) à Paris à la fin du XVIIIème siècle. Ce qui inclinerait à penser que le processus de marginalisation entamé par un premier engagement dans la prostitution est difficilement réversible. Mais cet aspect des choses n'est guère perceptible à partir du seul témoignage des sources policières: car les prostituées arrêtées, en dehors du fait déjà signalé qu'elles se définissent par leur lien avec le monde du travail, présentent d'autres caractéristiques qui concourent à ne les faire apparaître ni comme des professionnelles de la prostitution, ni comme des délinquantes en puissance. Il s'agit en effet essentiellement de femmes célibataires et jeunes: en 1770 et en 1790-91, plus de la moitié des femmes arrêtées ont moins de 25 ans et environ les trois quarts moins de 30 ans.⁵⁸ Elles sont aussi en majorité d'origine provinciale: en 1791, une sur quatre seulement est parisienne de naissance. Il faut ajouter enfin que les délits qui ont motivé leurs arrestations prennent plus souvent l'allure de protestations (tapage, querelle, violence verbale et particulièrement injures à la garde ou aux commissaires) que celle de véritables crimes contre les individus ou la société: en 1791, le vol par exemple n'est retenu comme chef d'accusation contre les femmes arrêtées que dans un cas sur quatre.

Ces femmes qui ont recours à la prostitution se situent donc à l'intersection de trois groupes de population féminine--les jeunes filles, immigrées, et issues des classes laborieuses--pour lesquels

se posent avec une particulière acuité les problèmes de subsistance en ville: se loger, trouver du travail et parvenir à en vivre. Il est à remarquer d'ailleurs que ces filles publiques ont des caractéristiques homologues à celles des domestiques alors qu'elles se recrutent rarement au sein de la domesticité. Marchandes et blanchisseuses sont au contraire plus représentées parmi les prostituées que parmi les femmes entrées à l'Hôtel Dieu ou arrêtées dans les environs de Paris (cf. tableau 2). Or ces deux groupes professionnels correspondent en fait à des métiers indépendants. Il semblerait donc plus difficile pour une femme seule de réussir à s'intégrer en ville lorsqu'elle n'exerce pas son activité dans une structure d'accueil professionnelle (corporation ou domesticité par exemple) qui lui assure, en même temps qu'un emploi, un encadrement matériel minimum.

Une analyse comme celle-ci, encore au stade de l'ébauche, ne saurait prétendre déboucher sur des conclusions, mais elle permet de préciser quelques-unes des questions qui se posent à propos du travail féminin. Saturation du marché de l'emploi et faible niveau de salaires caractérisent à la fin du XVIIIème siècle la plupart des professions féminines. Cet état de fait est-il structurel ou résulte-t-il au contraire d'une dégradation progressive? Et, dans ce dernier cas, comment cette évolution s'articule-t-elle avec la diffusion d'un discours théorique présentant le travail féminin comme un travail d'appoint et de moindre valeur que le travail masculin?⁵⁹

La situation spécifique des femmes confrontées à la nécessité de gagner leur vie seules les rend particulièrement sensibles à ces conditions d'emploi défavorables. On serait même tenté de se demander si ce n'est pas seulement au prix soit d'une forme de dépendance (celle des domestiques par exemple, ou, dans un autre style, celle

des veuves assistées), soit du déclassement (la prostitution surtout), qu'elles parviennent finalement à dépasser les difficultés matérielles. Sans aller si loin, il faut en tout cas poser le problème du degré réel d'indépendance, ou au moins d'autonomie, que peuvent espérer préserver les femmes seules qui travaillent pour vivre.

Une dernière question se pose, corollaire des deux précédentes. La différence des enjeux du travail, et de ses effets pratiques, pour les femmes mariées et les femmes seules ne pourrait-elle pas en effet se traduire par une sorte de partition de l'espace du travail féminin entre tâches de femmes mariées et tâches de femmes seules, les premières plus aléatoires mais plus souples, les secondes plus sûres, plus qualifiées peut-être, mais assorties de contraintes assez lourdes?

NOTES

1. Proportions calculées à partir des données fournies par les tables de décès de l'enregistrement pour l'année 1791 (Archives départementales, Paris, série DG⁸).
A titre de comparaison, les démographes L. HENRY et J. HOUDAILLE évaluent, pour l'ensemble de la France à la même époque, à un maximum de 12% la proportion de femmes célibataires à 50 ans et plus. Cf. leur article: "Célibat et âge au mariage aux 18e et 19e siècles en France", dans Populations, 1978, n° 1, pp. 43-61.
2. D. LEFEBVRE-WEISZ, Comment le vice vient aux ribaudes, analyse de la délinquance féminine dans les environs de Paris de 1750 à 1790, thèse de doctorat de 3ème cycle, Paris, Université Paris I 1979, dactylographiée.
3. A. FARGE, Le vol d'aliments à Paris au XVIIIème siècle, Paris 1974.
4. I. GRIVEAUD, Recherches sur les filles mères et naissances illégitimes à Paris et à St Denis à la fin de l'Ancien Régime (1761-1790), Mémoire de maîtrise, Paris, Université Paris I 1976, dactylographié.
5. Archives de l'Assistance Publique, Hôtel Dieu, entrées: registres 1Q¹, 1Q², novembre et décembre 1791.
L'Hôtel Dieu est le grand hôpital parisien. Il a mauvaise réputation et pour les parisiens fait figure de repoussoir. On y trouve donc sans doute plus de pauvres et de provinciaux d'origine que dans l'ensemble de la population. Mais il n'en reste pas moins qu'en 1791, une personne sur six dont le décès est enregistré à Paris est venue y mourir, et que, au cours de l'année 1791, près de 26.000 personnes ont séjourné dans cet hôpital. A côté des habitants de Paris, l'Hôtel Dieu accueille aussi des provinciaux de passage dans la capitale ou venus s'y faire soigner. L'échantillon de femmes retenu ici (environ 1.000 femmes) exclut les femmes non domiciliées à Paris (soit 12% des entrées pendant la période).
6. Edit du Roi "portant suppression des jurandes et communautés de commerce, arts et métiers", février 1776, dans ISAMBERT, JOURDAN, DECRUSY, Recueil général des anciennes lois françaises, t. 23, pp. 370-386.
7. Cf. G. DUBY (dir.), Histoire de la France urbaine, t. 3, E. LE ROY LADURIE (dir.), La villa classique, Paris 1981, p. 313, et J.C. PERROT, Genèse d'une ville moderne, Caen au XVIIIe siècle, Paris - La Haye 1975, p. 820.

8. Cf. M. REINHARD, Nouvelle histoire de Paris: la révolution 1789-1799, Paris 1971, p. 118, et D. ROCHE, Le peuple de Paris, Paris 1981, pp. 23-24.
9. D. ROCHE, op. cit., pp. 78-79.
10. Edit du Roi "portant suppression des jurandes et communautés de commerce, arts et métiers", cf. supra p. 5 et note 6.
11. C'est en tout cas l'opinion de P.M. DUHET dans sa préface au recueil Cahiers de doléances des femmes en 1789 et autres textes, Paris 1981, pp. 15-16.
12. Motion de la pauvre Javotte députée des pauvres femmes lesquelles composent le second ordre du Royaume depuis l'abolition de ceux du Clergé et de la Noblesse, Paris 1790, p. 10.
13. "Pétition des femmes du Tiers Etat au Roi" (1789), dans Cahiers de doléances des femmes et autres textes, Paris 1981, p. 27.
14. I. GRIVEAUD, op. cit., p. 26.
15. J.J. EXPILLY (abbé), Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules et de la France, Paris 1762-1770, v° "Paris". Son estimation est établie sur la base des cotes de capitation de 1764, les employeurs payant la capitation pour leurs domestiques.
16. J.J. EXPILLY (abbé), op. cit. Nous n'évoquons pas ici la discussion sur les différentes valeurs de la population parisienne à la fin du XVIIIe siècle. Sur cette question on peut se reporter à D. ROCHE, op. cit., p. 21 et suiv.
17. A l'Hôtel Dieu par exemple, les domestiques entrées en novembre et décembre 1791 présentent les caractéristiques suivantes: plus de 50% âgées de moins de 30 ans, plus de 90% originaires de province et plus de 70% célibataires.
18. Ces deux caractères, déjà repérables à partir des données de l'Hôtel Dieu en 1791 (10% des filles et 12% des veuves travaillent dans ce secteur, mais 16% des femmes mariées), sont surtout sensibles d'après deux cahiers d'enregistrement de revendeuses et autres petits métiers libres établis par la police, le premier dans les années 1750 (Arsenal, ms 10245), le second en 1767: Archives Nationales (à partir de maintenant A.N.), Y 9508. L'un et l'autre font apparaître la large suprématie des femmes mariées dans le domaine de la revente (70% des femmes enregi-

strées, pour seulement 20% de veuves et 10% de filles). Le second registre, grâce à la mention de l'origine géographique, indique aussi la forte représentation des parisiennes parmi ces femmes (environ 45%).

19. 48% de parisiennes dans cette catégorie au lieu de 28% seulement dans l'ensemble des femmes actives.
20. Cf. L. ABENSOUR, La femme et le féminisme avant la Révolution, Paris 1923; réédition Genève (reprint), 1977, p. 197.
21. H. BURSTIN, Le faubourg Saint Marcel à l'époque révolutionnaire, Paris 1983, p. 158, et A. GROUPI, "Le travail des femmes à Paris à l'époque de la Révolution française", in Bulletin d'Histoire Economique et Sociale de la Révolution Française, 1979, pp. 27-46.
22. Cf. l'analyse de D. ROCHE, op. cit., p. 69.
23. Il est vrai que certains pensent que les femmes ont sans doute moins de besoins. Ainsi, l'abbé Fauchet, dans un ouvrage paru en 1789, "De la religion nationale", fixe-t-il le minimum vital à 20 sols pour les hommes, mais à 15 sols seulement pour les femmes (cité par C. BLOCH, L'assistance et l'état en France à la veille de la Révolution, Paris 1908, p. 5, note 2). Sur ce problème cf. aussi A. GROUPI, art. cit.
24. H. BURSTIN, op. cit., p. 190.
25. Id., p. 196, note 110.
26. Lettre de M. Amée, secrétaire de la section du jardin des plantes, à M. de Jussieu, citée par H. BURSTIN, op. cit., p. 286.
27. P. CHAUVET, Les ouvriers du livre en France, Paris 1959, p. 361.
28. "Doléances particulières des marchandes bouquetières fleuristes chapelières en fleurs de la ville de Paris", in C.L. CHASSIN, Les élections et les cahiers de Paris en 1789, Paris 1886-1889, t. 2, pp. 534-537.
29. Résultats empruntés à D. BADIOU, Les couturières parisiennes au XVIIIème siècle, Mémoire de maîtrise dactylographié, Paris, Université Paris I 1981.
30. Cf. D. ROCHE, op. cit., pp. 70-71.

31. D. LEFEBVRE-WEISZ, thèse cit., et M.C. LORANG, L'Hôtel Dieu de Paris au XVIIIème siècle, thèse de l'Ecole des Chartes, Paris 1975, dactylographiée.
32. H. BURSTIN, op. cit., p. 215.
33. N.E. RETIF DE LA BRETONNE, Les contemporaines, Paris 1790-85; cf. par exemple le titre de la 177ème nouvelle (29e volume): "Les jolies crieuses ou les 20 filles des plus basses professions de Paris".
34. J. KAPLOW, Les noms des rois, Paris 1974, p. 90, faisait déjà une analyse de ce type: "Il est donc fort possible que pour bien des familles le commerce des rues constituât une seconde source de revenus. On note en fait que beaucoup de femmes de cette catégorie étaient mariées à des ouvriers, à des travailleurs non qualifiés et à des domestiques."
35. A.N., Minutier Central, Etude LXXIII, 1106 - inventaire après décès, 3.10.1789.
36. A.N., Minutier Central, Etude LXXIII: 1103 - 27.3.1789, inventaire après décès; 1105, 10.7.1789, partage.
37. J. BEAUD et G. BOUCHART, "Le dépôt des pauvres de Saint Denis (1768-1792)", in Annales de Démographie Historique, 1974, pp. 127-143.
38. Cf. D. BADIOU, op. cit.
39. Cf. F. PARENT-LARDEUR, "La vendeuse de Grand magasin", in Madame ou Mademoiselle, itinéraires de la solitude féminine, 18e-20e siècle, rassemblés par A. FARGE et C. KLAPISCH-ZUBER, Paris 1984, pp. 97-110.
40. A.N., Y 15301 - Procès verbal établi par le commissaire Prestat, 12.1.1790.
41. A.N., Y 9508: "Registre servant à l'enregistrement des noms, surnoms, âge, qualité, païs et demeures des différens particuliers exerçant des professions arts et métiers qui ne sont point érigés en communauté dans la ville de Paris (. . .)".
42. Cf. sur cette question les deux articles de M. FREY: "Du mariage et du concubinage dans les classes populaires à Paris en 1846-1847", Annales E.S.C., 1978, n° 4, pp. 803-830; "Hypo-

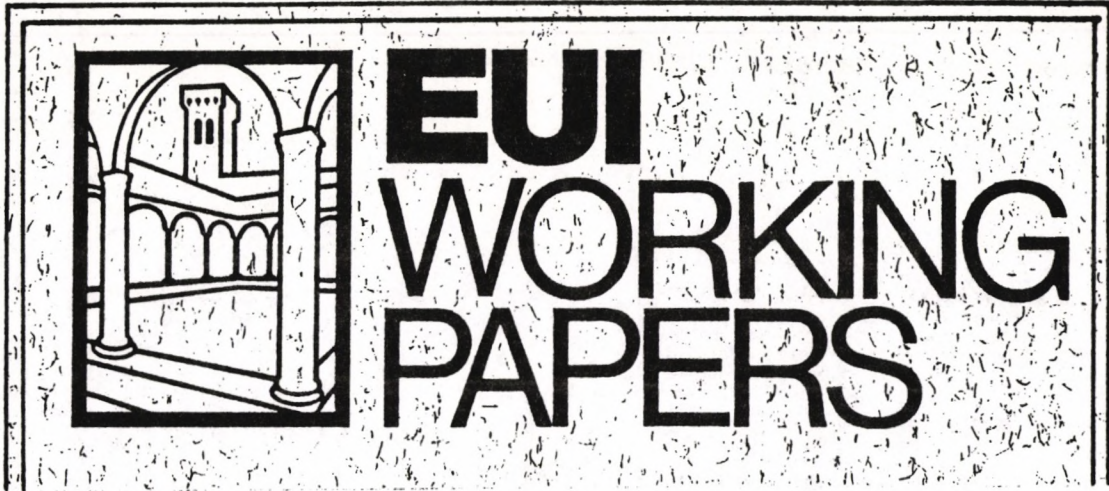
thèses sur les comportements concubins au sein des classes populaires à Paris en 1846/1847: le rôle des prostituées et des femmes logeant en garni", in Aimer en France 1760-1860. Actes du colloque international de Clermont-Ferrand, 1980, pp. 565-578.

43. D. LEFEBVRE-WEISZ, op. cit.
44. S. JURATIC, Filles publiques, prostitution et délinquance féminine à Paris à la fin du XVIIIe siècle, Mémoire de maîtrise, Paris, Université Paris VII 1977, dactylographié. Dans la suite du texte, toutes les indications concernant la prostitution en 1790 et 1791 proviennent de ce travail.
45. A.N., Y 9897 - Petit criminel du Châtelet - 9.1.1781.
46. A.N., Y 15301 - Procès verbal de décès dressé par le commissaire Prestat.
47. Archives de l'Assistance Publique, Hôtel Dieu, ms 1413 (4), testament du 1er.5.1772.
48. N.E. RETIF DE LA BRETONNE, Le pornographe ou Idées d'un honnête homme sur un projet de règlement pour les prostituées, propre à prévenir les malheurs qu'occasionne le publicisme des femmes, Londres - La Haye 1769.
49. Cf. L.S. MERCIER, Tableaux de Paris, Amsterdam 1783, t. II, pp. 71-72, et t. III, pp. 65-74.
50. Melle JODIN, "Vues législatives pour les femmes" (1790), publié partiellement in Cahiers de doléances des femmes en 1789, Paris 1981, pp. 183-201.
51. Cf. L.S. MERCIER, op. cit., t. I, p. 118, et S. JURATIC, op. cit., pp. 34-61.
52. A. FARGE, op. cit., p. 102.
53. Motion de la pauvre Javotte, cf. supra, note 12.
54. J. PEUCHET in L.C. CHASSIN, op. cit., t. 1, p. 169.
55. L.S. MERCIER, op. cit., t. III, p. 132.
56. BACHELIER, Mémoire sur l'éducation des filles présenté aux états généraux par M. Bachelier de l'Académie Royale de peinture, Paris 1789, p. 8.

57. Gabriel-Joseph de FROMENT DE FROMENTES, baron de Castille, cité par F. BLUCHE, La vie quotidienne au temps de Louis XVI, Paris 1980, p. 412 (édition de poche).
58. Pour l'année 1770, les données ont été fournies par M. BENABOU.
59. Cf. par exemple le point de vue de l'abbé Fauchet, supra, note 23.

Working Papers published within the research project Work and Family in Pre-Industrial Europe:

- Working Paper 85/131
Project Paper no.1
Stuart J. WOOLF, Charity and Family Subsistence: Florence in the early Nineteenth Century
- Working Paper 85/132
Project Paper no.2
Massimo MARCOLIN, The Casa d'Industria in Bologna during the Napoleonic Period: Public Relief and Subsistence Strategies
- Working Paper 85/133
Project Paper no.3
Osvaldo RAGGIO, Strutture di parentela e controllo delle risorse in un'area di transito: la Val Fontanabuona tra Cinque e Seicento
- Working Paper 85/134
Project Paper no.4
Renzo SABBATINI, Work and Family in a Lucchese Paper-Making Village at the Beginning of the Nineteenth Century
- Working Paper 85/135
Project Paper no.5
Sabine JURATIC, Solitude féminine et travail des femmes à Paris à la fin du XVIIIème siècle
- Working Paper 85/136
Project Paper no.6
Laurence FONTAINE, Les effets déséquilibrants du colportage sur les structures de famille et les pratiques économiques dans la vallée de l'Oisans, 18e-19e siècles
- Working Paper 85/137
Project Paper no.7
Christopher JOHNSON, Artisans vs. Fabricants: Urban Protoindustrialization and the Evolution of Work Culture in Lodève and Bédarieux, 1740-1830
- Working Paper 85/138
Project Paper no.8
Daniela LOMBARDI, La demande d'assistance et les réponses des autorités urbaines face à une crise conjoncturelle: Florence 1619-1622
- Working Paper 85/171
Project Paper no.9
Hans-Ulrich THAMER, L'art du menuisier. Work practices of French joiners and cabinet-makers in the eighteenth century
- Working Paper 85/192
Project Paper no.10
Lucia FERRANTE, La sessualità come risorsa. Donne davanti al foro arcivescovile di Bologna (sec. XVII)



EUI Working Papers are published and distributed by the European University Institute, Florence.

Copies can be obtained free of charge -- depending on the availability of stocks -- from:

The Publications Officer
European University Institute
Badia Fiesolana
I-50016 San Domenico di Fiesole(FI)
Italy

Please use order form overleaf.

PUBLICATIONS OF THE EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE

To :The Publications Officer
European University Institute
Badia Fiesolana
I-50016 San Domenico di Fiesole(FI)
Italy

From : Name.....
Address.....
.....
.....
.....
.....

Please send me the following EUI Working Paper(s):

No.:.....
Author, title:.....
.....
.....
.....
.....

Date:.....

Signature:
.....



PUBLICATIONS OF THE EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE

EUI WORKING PAPERS

- 1: Jacques PELKMANS The European Community and the Newly Industrialized Countries *
- 2: Joseph H.H. WEILER Supranationalism Revisited -
Retrospective and Prospective. The European Communities After Thirty Years *
- 3: Aldo RUSTICHINI Seasonality in Eurodollar Interest Rates
- 4: Mauro CAPPELLETTI/
David GOLAY Judicial Review, Transnational and Federal: Impact on Integration
- 5: Leonard GLESKE The European Monetary System: Present Situation and Future Prospects *
- 6: Manfred HINZ Massenkult und Todessymbolik in der national-sozialistischen Architektur *
- 7: Wilhelm BURKLIN The "Greens" and the "New Politics": Goodbye to the Three-Party System? *
- 8: Athanasios MOULAKIS Unilateralism or the Shadow of Confusion *
- 9: Manfred E. STREIT Information Processing in Futures Markets. An Essay on the Adequacy of an Abstraction *
- 10: Kumaraswamy VELUPILLAI When Workers Save and Invest: Some Kaldorian Dynamics *
- 11: Kumaraswamy VELUPILLAI A Neo-Cambridge Model of Income Distribution and Unemployment *
- 12: Kumaraswamy VELUPILLAI/
Guglielmo CHIODI On Lindahl's Theory of Distribution *
- 13: Gunther TEUBNER Reflexive Rationalitaet des Rechts *
- 14: Gunther TEUBNER Substantive and Reflexive Elements in Modern Law *
- 15: Jens ALBER Some Causes and Consequences of Social Security Expenditure Development in Western Europe, 1949-1977 *

- 16:Ian BUDGE Democratic Party Government: Formation and Functioning in Twenty-One Countries *
- 17:Hans DAALDER Parties and Political Mobilization: An Initial Mapping *
- 18:Giuseppe DI PALMA Party Government and Democratic Reproducibility: The Dilemma of New Democracies *
- 19:Richard S. KATZ Party Government: A Rationalistic Conception *
- 20:Juerg STEINER Decision Process and Policy Outcome: An Attempt to Conceptualize the Problem at the Cross-National Level *
- 21:Jens ALBER The Emergence of Welfare Classes in West Germany: Theoretical Perspectives and Empirical Evidence *
- 22:Don PATINKIN Paul A. Samuelson and Monetary Theory
- 23:Marcello DE CECCO Inflation and Structural Change in the Euro-Dollar Market *
- 24:Marcello DE CECCO The Vicious/Virtuous Circle Debate in the '20s and the '70s *
- 25:Manfred E. STREIT Modelling, Managing and Monitoring Futures Trading: Frontiers of Analytical Inquiry *
- 26:Domenico Mario NUTI Economic Crisis in Eastern Europe - Prospects and Repercussions
- 27:Terence C. DAINTITH Legal Analysis of Economic Policy *
- 28:Frank C. CASTLES/
Peter MAIR Left-Right Political Scales: Some Expert Judgements *
- 29:Karl HOHMANN The Ability of German Political Parties to Resolve the Given Problems: the Situation in 1982 *
- 30:Max KAASE The Concept of Political Culture: Its Meaning for Comparative Political Research *

* :Working Paper out of print

- 31:Klaus TOEPFER
Possibilities and Limitations of a
Regional Economic Development Policy
in the Federal Republic of Germany *
- 32:Ronald INGLEHART
The Changing Structure of Political
Cleavages Among West European Elites
and Publics *
- 33:Moshe LISSAK
Boundaries and Institutional Linkages
Between Elites: Some Illustrations
from Civil-Military Elites in Israel *
- 34:Jean-Paul FITOUSSI
Modern Macroeconomic Theory: An
Overview *
- 35:Richard M. GOODWIN/
Kumaraswamy VELUPILLAI
Economic Systems and their Regulation*
- 36:Maria MAGUIRE
The Growth of Income Maintenance
Expenditure in Ireland, 1951-1979 *
- 37:G. LOWELL FIELD/
John HIGLEY
The States of National Elites and the
Stability of Political Institutions in
81 Nations, 1950-1982
- 38:Dietrich HERZOG
New Protest Elites in the Political
System of West Berlin: The Eclipse of
Consensus? *
- 39:Edward O. LAUMANN/
David KNOKE
A Framework for Concatenated Event
Analysis
- 40:Gwen MOOR/
Richard D. ALBA
Class and Prestige Origins in the
American Elite
- 41:Peter MAIR
Issue-Dimensions and Party Strategies
in the Irish republic 1948-1981: The
Evidence of Manifestos
- 42:Joseph H.H. WEILER
Israel and the Creation of a Palestine
State. The Art of the Impossible and
the Possible *
- 43:Franz Urban PAPPI
Boundary Specification and Structural
Models of Elite Systems: Social
Circles Revisited
- 44:Thomas GAWRON/
Ralf ROGOWSKI
Zur Implementation von
Gerichtsurteilen. Hypothesen zu den
Wirkungsbedingungen von Entscheidungen
des Bundesverfassungsgerichts *

* :Working Paper out of print

- 45:Alexis PAULY/
René DIEDERICH Migrant Workers and Civil Liberties *
- 46:Alessandra VENTURINI Is the Bargaining Theory Still an
Effective Framework of Analysis for
Strike Patterns in Europe? *
- 47:Richard A. GOODWIN Schumpeter: The Man I Knew
- 48:J.P. FITOUSSI/
Daniel SZPIRO Politique de l'Emploi et Réduction de
la Durée du Travail
- 49:Bruno DE WITTE Retour à Costa. La Primauté du Droit
Communautaire à la Lumière du Droit
International
- 50:Massimo A. BENEDETTELLI Eguaglianza e Libera Circolazione dei
Lavoratori: Principio di Eguaglianza e
Divieti di Discriminazione nella
Giurisprudenza Comunitaria in Materia
di Diritti di Mobilità Territoriale e
Professionale dei Lavoratori
- 51:Gunther TEUBNER Corporate Responsibility as a Problem
of Company Constitution *
- 52:Erich SCHANZE Potentials and Limits of Economic
Analysis: The Constitution of the Firm
- 53:Maurizio COTTA Career and Recruitment Patterns of
Italian Legislators. A Contribution of
the Understanding of a Polarized
System *
- 54:Mattei DOGAN How to become a Cabinet Minister in
Italy: Unwritten Rules of the
Political Game *
- 55:Mariano BAENA DEL ALCAZAR/
Narciso PIZARRO The Structure of the Spanish Power
Elite 1939-1979 *
- 56:Berc RUSTEM/
Kumaraswamy VELUPILLAI Preferences in Policy Optimization and
Optimal Economic Policy *
- 57:Giorgio FREDDI Bureaucratic Rationalities and the
Prospect for Party Government *
- 59:Christopher Hill/
James MAYALL The Sanctions Problem: International
and European Perspectives

* :Working Paper out of print

- 60:Jean-Paul FITOUSSI Adjusting to Competitive Depression.
The Case of the Reduction in Working
Time
- 61:Philippe LEFORT Idéologie et Morale Bourgeoise de la
Famille dans le Ménager de Paris et le
Second Libro di Famiglia, de L.B.
Alberti *
- 62:Peter BROCKMEIER Die Dichter und das Kritisieren
- 63:Hans-Martin PAWLOWSKI Law and Social Conflict
- 64:Marcello DE CECCO Italian Monetary Policy in the 1980s *
- 65:Gianpaolo ROSSINI Intraindustry Trade in Two Areas: Some
Aspects of Trade Within and Outside a
Custom Union
- 66:Wolfgang GEBAUER Euromarkets and Monetary Control: The
Deutschemark Case
- 67:Gerd WEINRICH On the Theory of Effective Demand
under Stochastic Rationing
- 68:Saul ESTRIN/
Derek C. JONES The Effects of Worker Participation
upon Productivity in French Producer
Cooperatives *
- 69:Berc RUSTEM
Kumaraswamy VELUPILLAI On the Formalization of Political
Preferences: A Contribution to the
Frischian Scheme *
- 70:Werner MAIHOFER Politique et Morale *
- 71:Samuel COHN Five Centuries of Dying in Siena:
Comparison with Southern France *
- 72:Wolfgang GEBAUER Inflation and Interest: the Fisher
Theorem Revisited
- 73:Patrick NERHOT Rationalism and the Modern State *
- 74:Philippe SCHMITTER Democratic Theory and Neo-Corporatist
Practice *
- 75:Sheila A. CHAPMAN Eastern Hard Currency Debt 1970-83. An
Overview

* :Working Paper out of print

- 76:Richard GRIFFITHS Economic Reconstruction Policy in the Netherlands and its International Consequences, May 1945 - March 1951 *
- 77:Scott NEWTON The 1949 Sterling Crisis and British Policy towards European Integration *
- 78:Giorgio FODOR Why did Europe need a Marshall Plan in 1947? *
- 79:Philippe MIOCHE The Origins of the Monnet Plan: How a Transitory Experiment answered to Deep-Rooted Needs
- 80:Werner ABELTSCHAUER The Economic Policy of Ludwig Erhard *
- 81:Helge PHARO The Domestic and International Implications of Norwegian Reconstruction *
- 82:Heiner R. ADAMSEN Investitionspolitik in der Bundesrepublik Deutschland 1949-1951 *
- 83:Jean BOUVIER Le Plan Monnet et l'Economie Française 1947-1952 *
- 84:Mariuccia SALVATI Industrial and Economic Policy in the Italian Reconstruction *
- 85:William DIEBOLD, Jr. Trade and Payments in Western Europe in Historical Perspective: A Personal View By an Interested Party
- 86:Frances LYNCH French Reconstruction in a European Context
- 87:Gunther TEUBNER Verrechtlichung. Begriffe, Merkmale, Grenzen, Auswege *
- 88:Maria SPINEDI Les Crimes Internationaux de l'Etat dans les Travaux de Codification de la Responsabilité des Etats Entrepris par les Nations Unies *
- 89:Jelle VISSER Dimensions of Union Growth in Postwar Western Europe
- 90:Will BARTLETT Unemployment, Migration and Industrialization in Yugoslavia, 1958-1982

* :Working Paper out of print

- 91:Wolfgang GEBAUER Kondratieff's Long Waves
- 92:Elisabeth DE GHELLINCK/
Paul A. GEROSKI/
Alexis JACQUEMIN Inter-Industry and Inter-Temporal
Variations in the Effect of Trade on
Industry Performance
- 93:Gunther TEUBNER/
Helmut WILLKE Kontext und Autonomie.
Gesellschaftliche Selbststeuerung
durch Reflexives Recht *
- 94:Wolfgang STREECK/
Philippe C. SCHMITTER Community, Market, State- and
Associations. The Prospective
Contribution of Interest Governance
to Social Order *
- 95:Nigel GRIFFIN "Virtue Versus Letters": The Society
of Jesus 1550-1580 and the Export of
an Idea
- 96:Andreas KUNZ Arbeitsbeziehungen und
Arbeitskonflikte im oeffentlichen
Sektor. Deutschland und
Grossbritannien im Vergleich 1914-1924
*
- 97:Wolfgang STREECK Neo-Corporatist Industrial Relations
and the Economic Crisis in West
Germany *
- 98:Simon A. HORNER The Isle of Man and the Channel
Islands - A Study of their Status
under Constitutional, International
and European Law
- 99:Daniel ROCHE Le Monde des Ombres *
- 84/100:Gunther TEUBNER After Legal Instrumentalism? *
- 84/101:Patrick NERHOT Contribution aux Débats sur le Droit
Subjectif et le Droit Objectif comme
Sources du Droit *
- 84/102:Jelle VISSER The Position of Central Confederations
in the National Union Movements *
- 84/103:Marcello DE CECCO The International Debt Problem in the
Inter-War Period
- 84/104:M. Rainer LEPSIUS Sociology in Germany and Austria 1918-
1945. The Emigration of the Social
Sciences and its Consequences. The

* :Working Paper out of print

- 84/105:Derek JONES Development of Sociology in Germany
after the Second World War, 1945-1967
- 84/106:Philippe C. SCHMITTER The Economic Performances of Producer
Cooperations within Command Economies:
Evidence for the Case of Poland *
- 84/107:Marcos BUSER Neo-Corporatism and the State *
- 84/108:Frans van WAARDEN Der Einfluss der Wirtschaftsverbände
auf Gesetzgebungsprozesse und das
Vollzugswesen im Bereich des
Umweltschutzes
- 84/109:Ruggero RANIERI Bureaucracy around the State:Varieties
of Collective Self-Regulation in the
Dutch Dairy Industry *
- 84/110:Peter FARAGO The Italian Iron and Steel Industry
and European Integration
- 84/111:Jean-Paul FITOUSSI/
Kumuraswamy VELUPILLAI Nachfragemacht und die kollektiven
Reaktionen der Nahrungsmittelindustrie
- 84/112:Anna Elisabetta GALEOTTI A Non-Linear Model of Fluctuations in
Output in a Mixed Economy *
- 84/113:Domenico Mario NUTI Individualism and Political Theory
- 84/114:Saul ESTRIN/Jan SVEJNAR Mergers and Disequilibrium in Labour-
Managed Economies *
- 84/115:Alan CAWSON/John BALLARD Explanations of Earnings in
Yugoslavia: The Capital and Labor
Schools Compared
- 84/116:Reinhard JOHN A Bibliography of Corporatism
- 84/117:Richard T.GRIFFITHS/
Frances F.B.LYNCH On the Weak Axiom of Revealed
Preference Without Demand Continuity
Assumptions
- 84/118:Richard T.GRIFFITHS/
Frances F.B.LYNCH The FRITALUX/FINEBEL Negotiations
1949/1950
- 84/118:Pierre DEHEZ Monopolistic Equilibrium and
Involuntary Unemployment *
- 84/119:Domenico Mario NUTI Economic and Financial Evaluation of
Investment Projects; General
Principles and E.C. Procedures

* :Working Paper out of print

- | | |
|---|--|
| 84/120:Marcello DE CECCO | Monetary Theory and Roman History |
| 84/121:Marcello DE CECCO | International and Transnational Financial Relations * |
| 84/122:Marcello DE CECCO | Modes of Financial Development: American Banking Dynamics and World Financial Crises |
| 84/123:Lionello F. PUNZO/
Kumuraswamy VELUPILLAI | Multisectoral Models and Joint Production |
| 84/124:John FARQUHARSON | The Management of Agriculture and Food Supplies in Germany, 1944-47 |
| 84/125:Ian HARDEN/Norman LEWIS | De-Legalisation in Britain in the 1980s * |
| 84/126:John CABLE | Employee Participation and Firm Performance. A Prisoners' Dilemma Framework |
| 84/127:Jesper JESPERSEN | Financial Model Building and Financial Multipliers of the Danish Economy |
| 84/128:Ugo PAGANO | Welfare, Productivity and Self-Management |
| 84/129:Maureen CAIN | Beyond Informal Justice * |
| 85/130:Otfried HOEFFE | Political Justice - Outline of a Philosophical Theory |
| 85/131:Stuart J. WOOLF | Charity and Family Subsistence: Florence in the Early Nineteenth Century |
| 85/132:Massimo MARCOLIN | The <u>Casa d'Industria</u> in Bologna during the Napoleonic Period: Public Relief and Subsistence Strategies |
| 85/133:Osvaldo RAGGIO | Strutture di parentela e controllo delle risorse in un'area di transito: la Val Fontanabuona tra Cinque e Seicento |
| 85/134:Renzo SABBATINI | Work and Family in a Lucchese Paper-Making Village at the Beginning of the Nineteenth Century |

* :Working Paper out of print

- 85/135: Sabine JURATIC Solitude féminine et travail des femmes à Paris à la fin du XVIIIème siècle
- 85/136: Laurence FONTAINE Les effets déséquilibrants du colportage sur les structures de famille et les pratiques économiques dans la vallée de l'Oisans, 18e-19e siècles
- 85/137: Christopher JOHNSON Artisans vs. Fabricants: Urban Protoindustrialisation and the Evolution of Work Culture in Lodève and Bédarieux, 1740-1830
- 85/138: Daniela LOMBARDI La demande d'assistance et les réponses des autorités urbaines face à une crise conjoncturelle: Florence 1619-1622
- 85/139: Orstrom MOLLER Financing European Integration: The European Communities and the Proposed European Union.
- 85/140: John PINDER Economic and Social Powers of the European Union and the Member States: Subordinate or Coordinate Relationship
- 85/141: Vlad CONSTANTINESCO La Repartition des Competences Entre l'Union et les Etats Membres dans le Projet de Traite' Instituant l'Union Europeenne.
- 85/142: Peter BRUECKNER Foreign Affairs Power and Policy in the Draft Treaty Establishing the European Union.
- 85/143: Jan DE MEYER Belgium and the Draft Treaty Establishing the European Union.
- 85/144: Per LACHMANN The Draft Treaty Establishing the European Union: Constitutional and Political Implications in Denmark.
- 85/145: Thijmen KOOPMANS The Judicial System Envisaged in the Draft Treaty.
- 85/146: John TEMPLE-LANG The Draft Treaty Establishing the European Union and the Member

* :Working Paper out of print

- States: Ireland
- 85/147:Carl Otto LENZ
The Draft Treaty Establishing the European Union: Report on the Federal Republic of Germany
- 85/148:David EDWARD/
Richard MCALLISTER/
Robert LANE
The Draft Treaty establishing the European Union: Report on the United Kingdom *
- 85/149:Joseph J. M. VAN DER VEN
Les droits de l'Homme: leur universalite' en face de la diversite' des civilisations.
- 85/150:Ralf ROGOWSKI
Meso-Corporatism and Labour Conflict Resolution *
- 85/151:Jacques GENTON
Problemes Constituionnels et Politiques poses en France par une eventuelle ratification et mise en oeuvre du projet de Traite d'Union Europeenne *
- 85/152:Marjanne de KWAASTENIET
Education as a verzuiling phenomenon Public and independent education in the Netherlands
- 85/153:Gianfranco PASQUINO
and Luciano BARDI
The Institutions and the Process of Decision-Making in the Draft Treaty *
- 85/154:Joseph WEILER
and James MODRALL
The Creation of the Union and Its Relation to the EC Treaties *
- 85/155:François DUCHENE
Beyond the first C.A.P.
- 85/156:Domenico Mario NUTI
Political and Economic Fluctuations in the Socialist System
- 85/157:Gianfranco POGGI
Niklas Luhmann on the Welfare State and its Law *
- 85/158:Christophe DEISSENBERG
On the Determination of Macroeconomic Policies with Robust Outcome
- 85/159:Pier Paolo D'ATTORRE
ERP Aid and the Problems of Productivity in Italy during the 1950s
- 85/160:Hans-Georg DEGGAU
Ueber einige Voraussetzungen und Folgen der Verrechtlichung
- 85/161:Domenico Mario NUTI
Orwell's Oligarchic Collectivism as an Economic System

* :Working Paper out of print

- 85/162:Will BARTLETT
Optimal Employment and Investment Policies in Self-Financed Produce Cooperatives
- 85/163:Terence DAINITH
The Design and Performance of Long-term Contracts *
- 85/164:Roland BIEBER
The Institutions and Decision-Making Process in the Draft Treaty Establishing the European Union
- 85/165:Philippe C. SCHMITTER
Speculations about the Prospective Demise of Authoritarian Regimes and its possible Consequences
- 85/166:Bruno P. F. WANROOIJ
The American 'Model' in the Moral Education of Fascist Italy *
- 85/167:Th. E. ABELTSHAUSER/
Joern PIPKORN
Zur Entwicklung des Europaeischen Gesellschafts- und Unternehmensrechts *
- 85/168:Philippe MIOCHE
Les difficultés de la modernisation dans le cas de l'industrie française de la machine outil, 1941-1953 *
- 85/169:Jean GABSZEWICZ
Paolo Garella
Assymetric international trade
- 85/170:Jean GABSZEWICZ
Paolo Garella
Subjective Price Search and Price Competition
- 85/171:Hans-Ulrich THAMER
Work Practices of French Joiners and Cabinet-Makers in the Eighteenth Century *
- 85/172:Elfriede REGELSBERGER
Philippe DE SCHOUTHEETE
Simon NUTFALL, Geoffrey EDWARDS
The External Relations of European Political Cooperation and the Future of EPC
- 85/173:Kumaraswamy VELUPILLAI
Berc RUSTEM
On rationalizing expectations
- 85/174:Leonardo PARRI
Political Exchange in the Italian Debate
- 85/175:Michela NACCI
Tra America e Russia: Viaggiatori francesi degli anni trenta

* :Working Paper out of print

- 85/177:Alain DIECKHOFF L'Europe Politique et le Conflit Israelo-Arabe *
- 85/178:Dwight J. JAFFEE Term Structure Intermediation by Depository Institutions
- 85/179:Gerd WEINRICH Price and Wage Dynamics in a Simple Macroeconomic Model with Stochastic Rationing
- 85/180:Domenico Mario NUTI Economic Planning in Market Economies: Scope, Instruments, Institutions
- 85/181:Will BARTLETT Enterprise Investment and Public Consumption in a Self-Managed Economy
- 85/182:Alain SUPLOT Groupes de Societes et Paradigme de l'Entreprise
- 85/183:Susan Senior Nello East European Economic Relations: Cooperation Agreements at Government and Firm Level
- 85/184:Wolfgang WESSELS Alternative Strategies for Institutional Reform
- 85/185:Ulrich BAELEZ Groups of Companies - the German Approach: "Unternehmen" versus "Konzern"
- 85/186:Will BARTLETT and Gerd WEINRICH Instability and Indexation in a Labour-managed Economy
- 85/187:Jesper JESPERSEN Some Reflections on the Longer Term Consequences of a Mounting Public Debt
- 85/188:Jean GABSZEWICZ and Paolo GARELLA Scattered Sellers and Ill-informed Buyers: A Model for Price Dispersion
- 85/189:Carlo TRIGILIA Small-firm Development, Political Subcultures and Neo-localism in Italy
- 85/190:Bernd MARIN Generalized Political Exchange. Preliminary Considerations
- 85/191:Patrick KENIS Industrial Restructuring The Case of the Chemical Fibre Industry in Europe

* :Working Paper out of print

- | | |
|---|---|
| | The Case of the Chemical Fibre Industry in Europe * |
| 85/192: Lucia FERRANTE | La Sessualita come Ricorsa. Donne Davanti al Foro Arcivescovile di Bologna (sec. XVII) * |
| 85/193: Federico ROMERO | Postwar Reconversion Strategies of American and Western European Labor * |
| 85/194: Domenico Mario NUTI | The Share Economy: Plausibility and Viability of Weitzman's Model |
| 85/195: Pierre DEHEZ and Jean-Paul FITOUSSI | Wage Indexation and Macroeconomic Fluctuations |
| 85/196: Werner HILDENBRAND | A Problem in Demand Aggregation: Per Capita Demand as a Function of Per Capita expenditure |
| 85/197: Thomas RAISER | The Theory of Enterprise Law and the Harmonization of the Rules on the Annual Accounts and on Consolidated Accounts in the European Communities |
| 85/198: Will BARTLETT/
Milica UVALIC | Bibliography on Labour-Managed Firms and Employee participation |
| 85/199: Richard T. GRIFFITHS
Alan S. MILWARD | The Beyen Plan and the European Political Community |

* :Working Paper out of print

